FINANCES

LES GRANDS PROBLEMES ECONOMIQUES.

A quelles nécessités répondra le prochain emprunt et quels avantages il offrira à l'épargnant. — Le rôle du banquier dans la vie financière. — Intéressantes déclarations de M. J.-F. Boulais.

Acculé à l'emprunt pour la neuvième fois en cinq ans, le gouvernement va lancer à l'épargne un appel retentissant.

De quelle manière cet appel sera-t-il lancé? Le public y répondra-t-il avec le même empressement qu'aux trois précédents? Quelle sera l'importance de la prochaine émission? Quels avantages le nouveau titre du Dominion offrira-t-il à l'épargnant? Que lui donnera le gouvernement en échange de son argent trébuchant et sonnante? Enfin, à quelles nécessités économiques et budgétaires le nouvel emprunt du Canada est-il appelé à répondre?

Ces questions nous sommes allés les poser à un spécialiste du placement en valeurs de tout repos. Nous nous sommes adressés à une des maisons de banque qui ont en ces dernières années le plus fait pour développer chez nos gens l'esprit de l'épargne, nous avons nommé la maison Versailles, Vidricaire et Boulais. On aura une idée de l'importance du rôle que remplit cette firme dans la vie financière canadienne-française, quand nous aurons dit qu'elle aura distribué à la fin de l'année pour plus de vingt millions de dollars de valeurs de tout repos.

M. J.-F. Boulais à qui le reporter du "Prix Courant" a posé les questions qui précèdent, est à la fois un juriste et un spécialiste de la finance, puisqu'avant d'être banquier il était notaire et qu'avant de se spécialiser dans les questions de placement, il dirigeait aux Trois-Rivières la succursale d'une de nos plus grandes banques.

—Les journalistes ont ceci de particulier, et celui que le "Prix Courant" me fait l'honneur de m'envoyer ne fait pas exception à la règle, que sans prévenir ils vous posent à brûle-pourpoint des questions complexes auxquelles ils vous obligent à répondre, sans vous donner le temps de réfléchir.

—Celles que vous me posez résumant la situation économique, portent sur l'avenir industriel du pays. Elles intéressent même le prestige financier du Dominion. Pour y répondre, il importe de procéder par ordre, de bien établir les faits, connus de tous, qui leur servent de base.

—Je dirai donc que la guerre est finie, que l'enthousiasme des grands jours de triomphe est tombé. Nous en sommes à la période où chacun fait le compte de la victoire. Nous avons sous les yeux l'envers de la gloire: nos blessures à panser, le déficit à combler.

—Le gouvernement va lancer un emprunt, non plus pour soutenir notre effort militaire, pour équiper et nourrir nos soldats, mais pour ouvrir chez nous un compte de banque à ceux des alliés qui ont besoin de ce que précisément nous avons à vendre, mais qu'ils ne peuvent payer comptant. En d'autres termes, le gouvernement demande à l'épargnant de lui prêter son argent pour qu'il puisse permettre à telle maison de vendre à tel pays des salaisons, à moins que ce ne soit des chaussures ou des cotonnades. La question, ainsi posée, devient purement commerciale, d'où il suit que le gouvernement doit offrir ses titres d'emprunt en en faisant valoir les avantages. Il ne saurait être question de patriotisme, ni de bienfaisance, mais simplement d'intérêt pur et simple entre le vendeur, qui est le gouvernement, et l'acheteur qui, en l'espèce, est l'épargnant. "Donnant, donnant", est le principe qui devra présider au lancement du prochain emprunt.

—La valeur du titre qu'offrira le mois prochain le Dominion, est incontestable et son rendement inespéré. Ce sont là des raisons suffisantes pour intéresser le grand nombre qui travaille et dépense moins qu'il ne gagne, qui produit plus de richesse qu'il n'en consomme.

—Le gouvernement lance cet emprunt et je n'hésite pas à dire qu'il est du devoir de tous d'y répondre avec le plus grand empressement. J'estime en effet que le prestige financier du Dominion est en question, et dans ces conditions il n'y a pour tous qu'une manière de répondre: souscrire dans la plus large mesure à l'emprunt. Ce devoir s'impose nettement aux banquiers, aux financiers, aux capitalistes grands et petits, car si le prochain emprunt n'était pas largement couvert, la masse qui resterait en flottement sur le marché, gênerait les émissions à venir, alourdirait tous les titres existants. Il en résulterait un amoindrissement de notre prestige financier qui aurait à l'étranger un incalculable retentissement.

—Il faut souscrire à l'emprunt, car il faut que le pays soit en mesure de faire honneur à sa signature, il faut assurer le développement de notre industrie, il faut maintenir la prospérité de notre agriculture. La question de savoir s'il a été fait bon usage du produit des précédents emprunts, s'il sera fait emploi judicieux de celui que l'on annonce, ne doit pas être discutée à l'heure présente. Chaque chose en son temps et celle-ci connaîtra son heure aux élections.

—Je connais des banquiers qui vont se dévouer sans mesure pendant la campagne de l'emprunt et qui à l'heure prochaine de la campagne électorale se consacreront à l'oeuvre qu'ils estiment méritoire de renvoyer les mauvais bergers, de chasser le gouvernement du pouvoir.

Et M. Boulais, sur ces mots qui terminent l'interview, ne cherche pas à dissimuler le large et bon sourire qui illumine sa figure.